



Les élus CGT et SUD ont décidé de boycotter la CAP Locale du lundi 19 mai 2008.

Le gouvernement mène une politique contre l'ensemble de la Fonction publique en s'attaquant aux missions, aux effectifs et aux statuts des personnels. Les propositions contenues dans le projet de loi sur la mobilité et la publication du Livre blanc contiennent des propositions inacceptables et mettent en danger l'avenir des fonctionnaires et leurs missions.

La DGFIP : véritable laboratoire de la RGPP !

La fusion DGI-DGCP, véritable laboratoire de la Révision Générale des Politiques Publiques dans la nouvelle direction, traduit une volonté permanente et dogmatique, affichée par Eric Woerth, de **suppression d'emplois, première cause de la dégradation des conditions de travail**, tout cela au nom de l'exemplarité du ministère et de la "modernité" ! La RGPP se décline aussi par la poursuite des restructurations, la crainte légitime d'un nouvel empilement de réformes avec des fermetures de sites et de postes, et la privatisation de certaines missions. Tout cela, sur fond d'une nouvelle dégradation du pouvoir d'achat alors que l'inflation atteint les 3,2% !

Ce gouvernement veut passer en force. L'absence de dialogue social est totale alors que le nouveau Directeur général est nommé depuis plus d'un mois, et que les préfigurations (SIP et DLU) sont mises en œuvre. L'opacité est encore plus forte sur l'avenir des personnels avec les projets de loi sur la mobilité qui introduisent la possibilité de licencier (cf. contenu du Livre blanc).

Cela ne peut plus durer, les agents de la DGFIP doivent se mobiliser pour :

- Le développement de l'intégralité des missions des deux anciennes directions et l'amélioration de leurs conditions d'exercice ;
- Le renforcement du service public de proximité ;
- L'arrêt des suppressions d'emplois ;
- Une réelle revalorisation des salaires et des régimes indemnitaires ;
- L'amélioration des garanties collectives des personnels et des conditions de vie au travail ;
- Le retrait des propositions visant à casser le statut de la Fonction publique.

Le 15 mai, les agents du Trésor et des Impôts étaient en grève (38,02 % = 40 023 grévistes à la DGFIP). Les directions restant sourdes, **la mobilisation doit s'amplifier !**

Dans le cadre des actions engagées aux Finances et dans d'autres secteurs de la Fonction Publique, les élus CGT et SUD estiment que l'heure est à la mobilisation, et appellent les agents du Trésor à débattre des perspectives d'une **grève générale illimitée**.

Une échéance est fixée avec la journée interprofessionnelle de grève et de manifestation le **Jeudi 22 mai**.

VENEZ NOMBREUX A L'ASSEMBLEE GENERALE MARDI 20 MAI, 11h30 à Cambronne